

SEUL

Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque

**Tous notre soutien aux enseignants mexicain en lutte
pour l'abrogation de la RIEMS !**

Retrait du processus de Bologne !

Abrogation des ECTS-LMD et de la LRU !

Le processus européen de Bologne, impulsé en 1999 et obéissant aux préconisations de l'OCDE qui visent à faire de l'éducation, « *le futur marché du 21e siècle* », poursuit deux objectifs : d'une part, permettre aux entreprises privées de se partager le juteux marché de l'enseignement public et d'autre part, casser les coûts de production en individualisant les parcours, en mettant fin au contenu national des diplômes, en mettant en concurrence les universités, les enseignants et les étudiants. On retrouve des projets de lois très similaires à l'échelle mondiale, comme le démontre la mobilisation des enseignants et des étudiants de l'université du Québec à Montréal contre le projet de loi 107 qui prévoit une refonte de la « *gouvernance* » des universités. Les professeurs de philosophie mexicains luttent actuellement contre une copie conforme du processus de Bologne, preuve que la destruction/privatisation de l'enseignement public est un projet international.

Le projet du ministère mexicain de l'éducation nationale, intitulé « Réforme Intégrale de l'Enseignement Secondaire et Supérieur » [« *Reforma Integral de Educación Media Superior* »] (RIEMS), a été publié le 26 septembre 2008 au Journal Officiel de la Fédération, via le décret 442. Comme l'explique très bien la déclaration, « *cette réforme cherche à unifier et rationaliser l'ensemble des systèmes en vigueur, à partir de ce qu'ils appellent des « compétences et qualifications », dans le but de former des individus qui s'intégreront sur le marché du travail national, dans le cadre de la « mondialisation* ». ». Dans cette réforme, on retrouve un des aspects de Bologne : la casse du contenu national des diplômes, avec la référence aux « *compétences* ».

« *Dans la RIEMS, la philosophie se retrouve éliminée des disciplines de base, et le seul rôle qui lui est assignée est exprimée dans une note de bas de page du décret déjà mentionné, où il est déclaré qu'elle aura un « caractère transversal » et « pourra être incluse si cela est considéré pertinent », c'est à dire d'une manière évidemment aléatoire et discrétionnaire.* ». Nous sommes confrontés à la même situation avec l'application de la Loi Organique des Lois de Finances (LOLF) et la création de l'agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) en 2006. Désormais, les financements publics seront versés en fonction de critères purement économique et quantitatif, tels que le nombre d'inscrits ou le taux d'« *employabilité* ». De plus, avec la LRU, les universités peuvent désormais combler le désengagement financier de l'État en ayant recours aux financements privés. Un des risques de cette réforme ? L'abandon pur et simple des filières dites « *non-rentables* », telles que les arts et spectacles, l'histoire ou encore... la philosophie.

« *Aujourd'hui il a été décidé, sans consultation, d'éliminer les matières philosophiques en commençant par la logique, permettait de fournir aux étudiants les éléments nécessaires pour la production d'un raisonnement correct.* ». Comme le rappelle parfaitement l'OCDE ou encore la déclaration de Bologne, l'objectif est d'avoir la main d'œuvre la plus qualifiée au plus bas coût de production possible : c'est l'objectif fixé depuis 1999 en Europe : Avoir l'« *économie de la connaissance la plus compétitive du monde* ». Concrètement cela signifie qu'une part importante d'une classe d'âge doit accéder à l'enseignement supérieur, non pour s'enrichir intellectuellement ni pour obtenir des diplômes garantissant de meilleurs salaires, mais pour que le patronat ait accès à une main-d'œuvre très qualifiée en quantité telle qu'une importante armée de réserve soit constituée pour limiter au maximum sur les coûts de production, c'est-à-dire les salaires et les droits de la jeunesse et des travailleurs. Avec ces objectifs, toutes les disciplines des sciences humaines sont superflues : la jeunesse doit faire des études pour apprendre un métier, une tâche et l'école devient un centre de formation pour entreprises dont le coût est moins élevé que le financement de la formation interne.

Le Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque (SEUL) soutient donc totalement cette lutte et relaie l'appel lancé par les Professeurs et chercheurs émérites, Présidents d'associations philosophiques nationales, directeurs d'universités, de départements, et d'instituts de philosophie, et membres de la communauté nationale de philosophie, pour dénoncer la « Réforme Intégrale de l'Enseignement Secondaire et Supérieur » et ses conséquences, notamment sur la marginalisation et la disparition de la philosophie en tant qu'élément de base du baccalauréat et en tant que discipline universitaire.

Abrogation de la RIEMS !

Unité de la jeunesse contre la destruction/privatisation de l'enseignement supérieur !

<http://fseul.free.fr>